EXTRAIT DES REGISTRES DES DELIBERATIONS DU BUREAU DE LA COMMUNAUTE URBAINE MARSEILLE PROVENCE METROPOLE

Séance du 25 octobre 2013

Monsieur Eugène CASELLI, Président de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, a ouvert la séance à laquelle ont été présents 27 membres.

Etaient présents Mesdames et Messieurs :

Christian AMIRATY - François-Noël BERNARDI - Sabine BERNASCONI - Jean-Pierre BERTRAND - Alexandre BIZAILLON - Patrick BORE - Vincent BURRONI - Eugène CASELLI - Gérard CHENOZ - Patricia COLIN - Vincent COULOMB - Eric DIARD - Patrick GHIGONETTO - Jean-Pierre GIORGI - Michel ILLAC - Eric LE DISSES - Patrick MAGRO - Danielle MILON - André MOLINO - Jean MONTAGNAC - Bernard MOREL - Claude PICCIRILLO - Georges ROSSO - Pierre SEMERIVA - Jean-Louis TIXIER - Claude VALLETTE - Martine VASSAL.

Etaient absents et représentés Mesdames et Messieurs :

François FRANCESCHI représenté par Pierre SEMERIVA - Christophe MASSE représenté par François-Noël BERNARDI - Roland POVINELLI représenté par Vincent COULOMB - Antoine ROUZAUD représenté par Alexandre BIZAILLON - Jean VIARD représenté par Bernard MOREL.

Etaient absents et excusés Mesdames et Messieurs :

Jean-Claude GAUDIN - Samia GHALI - Roland GIBERTI - Marie-Louise LOTA - Christophe MADROLLE - Patrick MENNUCCI - Renaud MUSELIER - Jérôme ORGEAS - Myriam SALAH-EDDINE - Philippe SAN MARCO - Guy TEISSIER.

Monsieur Le Président a proposé au Bureau d'accepter les conclusions exposées ci-après et de les convertir en délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FCT 009-492/13/BC

**■ Définition d'emplois créés à la nomenclature
DPRH 13/10373/BC**

Monsieur le Président de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Communauté le rapport suivant :

Conformément aux dispositions de l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984, il convient de définir les missions, ainsi que le niveau de recrutement et de rémunération relatifs à des emplois créés à la nomenclature de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Monsieur le Président propose au Bureau de la Communauté d'approuver la délibération ci-après :

Le Bureau de la Communauté,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code des Communes ;
- L'arrêté préfectoral du 7 juillet 2000 portant création de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole ;

**Signé le 25 Octobre 2013
Reçu au Contrôle de légalité le 28 octobre 2013**

- La loi n° 84 53 du 26 janvier 1984 modifiée, notamment en ses articles 3-2 et 3-3 ;
- Le décret n°87-1099 du 30 décembre 1987 portant statut particulier du cadre d'emplois des attachés territoriaux ;
- Le décret n°90-126 du 9 février 1990 portant statut particulier du cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux ;
- Le décret n°2006-1690 du 22 décembre 2006 portant statut particulier du cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux ;
- Le décret n° 2012-924 du 30 juillet 2012 portant statut particulier du cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux ;
- La délibération du Bureau de Communauté FAG 06/448/BC du 13 juillet 2006 relative à la définition d'emplois créés à la nomenclature ;
- Les délibérations relatives à la nomenclature des emplois de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole ;
- La délibération 004-314/08/CC du 31 mai 2008 portant délégation du Conseil au Bureau et au Président.

Sur le rapport du Président,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que parmi les emplois vacants créés à la nomenclature, il convient de définir quinze postes et de procéder à l'ajustement d'un poste déjà défini.

Après en avoir délibéré :

Décide

Article 1 :

Sont approuvées les définitions d'emplois suivantes :

Emplois permanents :

- Chargé de mission commission d'indemnisation amiable (Direction des infrastructures)
- Chargé de mission territoires de la Métropole (Direction générale des services)
- Chargé de mission Politique de la Ville (Direction de l'habitat et de la cohésion sociale)
- Responsable de division (Direction de pôle patrimoine et logistique)
- Chargé de gestion des temps (Service veille statutaire et gestion du temps - Direction de pôle ressources humaines)
- Attaché de presse (Direction de la communication)

Emplois spécifiques sur postes permanents :

- Directeur de la mission Renouvellement des rames du métro (Direction de pôle mobilité et déplacements)
- Chargé de mission matériel roulant métro (Direction de pôle mobilité et déplacements/Mission renouvellement des rames du métro)
- Chargé de mission exploitabilité et sécurité (Direction de pôle mobilité et déplacements/Mission renouvellement des rames du métro)
- Chargé de mission Systèmes de supervision et de régulation du métro (Direction de pôle mobilité et déplacements/Mission renouvellement des rames du métro)
- Chargé de mission Systèmes de pilotage automatique, systèmes de contrôle trafic et traction du métro (Direction de pôle mobilité et déplacements/Mission renouvellement des rames du métro)

Emplois temporaires :

- Chargé de mission juridique en communication (Direction de la communication)

Signé le 25 Octobre 2013
Reçu au Contrôle de légalité le 28 octobre 2013

- Agent de gestion administrative (Direction de pôle patrimoine et logistique)
- Chargé de mission (Direction de pôle finances)
- Chef de projet (Direction de pôle de l'aménagement urbain et du cadre de Vie)
- Chargé d'affaires Développement territorial (Direction de pôle économique et attractivité du territoire)

1/ Chargé de mission commission d'indemnisation amiable, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux, et rattaché à la direction des infrastructures.

Description du poste : Sous l'autorité de la direction de pôle grandes infrastructures :

- o Conception et rédaction des outils de fonctionnement de la Commission d'Indemnisation Amiable (documentation, dossier d'indemnisation, tableaux de bord,...).
- o Suivi de l'organisation du fonctionnement de la Commission (convocations, préparation des dossiers, rédaction des relevés de décisions...).
- o Analyse financière, juridique et technique des demandes d'indemnisations
- o Représentation de MPM dans le cadre des expertises judiciaires des préjudices économiques (présentation de la procédure d'indemnisation amiable, défense des intérêts de MPM, analyse des rapports d'expertise judiciaire,...).
- o Exécution des décisions de MPM en matière d'indemnisation (rédaction des référés expertise auprès du Tribunal Administratif, des rapports au Conseil de Communauté, des propositions d'indemnisation,...).

Profil : Formation supérieure (Bac+5). Maîtrise du droit administratif. Expérience professionnelle acquise dans des fonctions similaires.

Rémunération : la rémunération de cet emploi sera plafonnée par référence au dernier échelon du grade d'attaché territorial et au régime indemnitaire y afférent.

2/ Chargé de mission territoires de la Métropole, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux, et rattaché à la direction générale des services.

Description du poste : Sous l'autorité du directeur général des services :

- o Analyse du contexte des différentes intercommunalités qui composeront la future entité Aix-Marseille Métropole.
- o Etablissement des propositions de préfiguration des futurs conseils de territoire (définition, modalité de fonctionnement).
- o Proposition des modes de gouvernances entre intercommunalités elles-mêmes.
- o Proposition d'une méthode pour l'élaboration des projets de territoire en application du projet de loi (selon les compétences, diagnostics des territoires, recensement des actions en cours et à venir, hiérarchisation pour programmation).
- o Suivi de réunions : ordre du jour, argumentaire et relevés de décisions.
- o Participation à la préparation et à la mise en œuvre d'actions (priorisations, suivis, bilans...).

Profil : Formation supérieure (Bac+4). Connaissance des règles juridiques applicables aux établissements publics de coopération intercommunale. Expérience professionnelle acquise dans des fonctions similaires.

Rémunération : la rémunération de cet emploi sera plafonnée par référence au dernier échelon du grade de directeur territorial et au régime indemnitaire y afférent.

3/ Chargé de mission Politique de Ville, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux, et rattaché à la direction de l'habitat et de la cohésion sociale.

Description du poste : Sous l'autorité du directeur de l'habitat et de la cohésion sociale :

Dans le cadre de la politique de la ville :

Signé le 25 Octobre 2013
Reçu au Contrôle de légalité le 28 octobre 2013

- Préparation des différents comités de pilotage liés aux Contrats Urbains de Cohésion Sociale (CUCS, préparation des décisions avec les élus désignés par MPM).
- Participation aux différents comités techniques.
- Construction et mise en place des actions de droits commun de MPM dans les différents CUCS.
- Sélection des projets associatifs en matière d'habitat, d'insertion et de gestion urbaine de proximité.
- Gestion de leur suivi, de leur évaluation et des aides allouées par MPM.

Dans le cadre de l'insertion par l'économie :

- Gestion de la mission d'organisme intermédiaire pour la mobilisation des crédits FSE-PLIE.
- Suivi des aspects techniques, financiers et administratifs des PLIE de MPM.
- Mise au point des nouveaux protocoles d'accord des PLIE de MPM.
- Définition et mise en œuvre des actions transverses communes aux 3 PLIE.
- Suivi de l'évaluation des dispositifs.

Profil : Formation dans le domaine du développement social urbain (Bac+4). Maîtrise de la réglementation de l'aménagement public et de l'interprétation des documents d'urbanisme. Expérience professionnelle acquise dans des fonctions similaires.

Rémunération : la rémunération de cet emploi sera plafonnée par référence au dernier échelon du grade d'attaché territorial et au régime indemnitaire y afférent.

4/ Responsable de division, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux, et rattaché à la direction de pôle patrimoine et logistique.

Description du poste : Sous l'autorité du chef de service patrimoine et assurance :

Domaine « Finances » :

- Mise en œuvre de la gestion financière optimale et valorisation du patrimoine de la collectivité.
- Contrôle du traitement comptable des dépenses et des recettes liées aux baux, conventions et contrats d'assurance (appels ou paiement de loyers, indexations, dépôts de garantie,...).
- Suivi de la relation comptable avec les locataires bailleurs et autres fournisseurs.
- Gestion et suivi des taxes foncières (demandes d'exonération,...).
- Contrôle de l'exécution des dépenses et recettes du service.
- Elaboration du budget du service.

Domaine « Patrimoine » :

- Application des procédures définies dans le service pour la gestion et de la reconduction des conventions, des baux...
- Suivi des dossiers du patrimoine en polyvalence avec les membres du service.

Profil : Formation supérieure (Bac+4). Maîtrise des règles de comptabilité publique. Expérience professionnelle acquise dans des fonctions similaires.

Rémunération : la rémunération de cet emploi sera plafonnée par référence au dernier échelon du grade d'attaché territorial et au régime indemnitaire y afférent.

5/ Chargé de gestion des temps, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux, et rattaché à la direction de pôle ressources humaines.

Description du poste : Sous l'autorité du chef de service veille statutaire et gestion du temps :

- Pilotage de la mise en œuvre du logiciel de gestion des temps (paramétrage des cycles de travail, des motifs d'absence et de présence, génération des plannings sous contraintes...).
- Participation et animation du groupe projet en partenariat avec le chef de projet DPSI et le chef de projet utilisateurs DPRH (conseil, assistance et reporting).
- Accompagnement et assistance des directions opérationnelles et fonctionnelles pilotes du projet.

Signé le 25 Octobre 2013
Reçu au Contrôle de légalité le 28 octobre 2013

- Animation et formation du réseau des utilisateurs (accompagnement dans la prise en main de l'outil).
- Suivi du déploiement du logiciel à toutes les directions de MPM.
- Rédaction des modes opératoires liés au paramétrage des cycles de travail (+ des astreintes) et à la saisie des données sur le logiciel.
- Recensement des cycles de travail existants au sein de la collectivité et analyse de la conformité des cycles de travail au regard de la réglementation.
- Optimisation des outils de gestions du temps de travail.
- Rédaction d'un guide de la gestion des temps.

Profil : Formation spécialisée en gestion des ressources humaines ou en droit (Bac+4). Maîtrise de la réglementation du temps de travail. Expérience professionnelle acquise dans des fonctions similaires.

Rémunération : la rémunération de cet emploi sera plafonnée par référence au dernier échelon du grade d'attaché territorial et au régime indemnitaire y afférent.

6/ Attaché de presse, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux, et rattaché à la direction de la communication.

Description du poste : Sous l'autorité du directeur de la communication :

- Participation à l'élaboration de la stratégie de relations presse.
- Rédaction et mise en forme des documents destinés à la presse (communiqués, dossiers de presse, agenda, alertes mail...).
- Gestion des demandes presse (recherche des informations et validation avant transmission) et des interviews (techniciens, élus).
- Organisation des événements de relations presse (conférences, déjeuners, voyages...).
- Préparation et suivi des relations presse des conseils communautaires.
- Coordination des relations presse avec les services de presse des événements partenariaux et des salons.
- Participation à la veille presse et à la réalisation de la revue de presse quotidienne.
- Aide à la mise à jour du fichier presse.
- Roulement pour les astreintes téléphoniques (tunnels, plan neige).

Profil : Formation supérieure dans le domaine de communication (Bac+4). Connaissance des bases du droit de la presse et de la propriété intellectuelle. Maîtrise du fonctionnement des médias. Expérience professionnelle acquise dans des fonctions similaires.

Rémunération : la rémunération de cet emploi sera plafonnée par référence au dernier échelon du grade d'attaché territorial et au régime indemnitaire y afférent.

7/ Directeur de la mission renouvellement des rames du métro, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux, et rattaché à la Direction de pôle mobilité et déplacements.

Description du poste : Sous l'autorité du directeur de pôle mobilité et déplacements :

- Pour le projet de renouvellement du métro :
 - Analyse de l'existant et des besoins en matière de renouvellement du système métro.
 - Réalisation des études préalables (études de gabarit, et étude des choix possibles à présenter à l'arbitrage de MPM)

Animation et arbitrage, de l'équipe dédiée au projet pour les activités de :

- Rédaction des DCE des marchés de Maîtrise d'œuvre, d'Assistance à Maitrise d'Ouvrage, de coordination, de contrôle, de certification etc. concernant ce projet.
- Analyse des offres et présentation à la Commission d'appel d'offres, puis pilotage de la réalisation de ces marchés.

- Pilotage du Maître d'œuvre pour la rédaction des marchés de fourniture des matériels et systèmes, validation des DCE, de l'analyse des offres, et présentation à la Commission d'Appel d'Offres pour notification de ces marchés.
 - Pilotage du Maître d'œuvre pendant le déroulement de ces marchés pendant toutes les phases (études, prototype, essais en usine, livraison et essais sur site, réceptions, marchés à blanc et mise en service, levées des réserves, suivi des garanties).
 - Proposition et pilotage de la mise en place de l'évolution des ressources nécessaires suivant les phases du projet.
 - Pilotage de la contribution de l'exploitant RTM et de la convention prévoyant cette contribution
 - Préparation des réunions de validation des différentes étapes du projet par les Comités de pilotage, la direction générale et la Présidence quand de besoin.
 - Suivi administratif, comptable et juridique des différents marchés et conventions avec l'appui des spécialistes de la Direction de la Mobilité et des Déplacements.
- Pour la maintenance patrimoniale des biens exploités par RTM :
 - Analyse et proposition d'un arbitrage pour les opérations de maintenance lourde des matériels roulants ferroviaires, et des infrastructures appartenant à MPM réalisées par RTM dans le cadre de conventions spécifiques.
 - Participation à la réalisation projets d'extensions des modes de transports guidés de MPM, notamment en pilotant la partie acquisition des matériels et systèmes d'exploitation de ces extensions pour le Pôle Mobilité et Déplacements.

Profil : Formation dans le domaine des transports ou de l'électricité. Maîtrise de la réglementation des marchés publics. Connaissance des techniques de maintenance et d'exploitation du métro. Expérience professionnelle acquise dans des fonctions similaires.

Rémunération : la rémunération de cet emploi sera plafonnée par référence au dernier échelon du grade d'ingénieur en chef de classe exceptionnelle et au régime indemnitaire y afférent.

8/ Chargé de mission matériel roulant métro, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux, et rattaché à la Direction de pôle mobilité et déplacements.

Description du poste : Sous l'autorité du directeur de la mission renouvellement des rames du métro :

- Marché maîtrise d'œuvre :
 - Rédaction du programme de l'opération et des missions du futur maître d'œuvre en respectant les choix fonctionnels arbitrés par MPM, pour que le maître d'œuvre assure la rédaction des dossiers de consultation des entreprises et réalise les différentes phases des marchés.
 - Analyse les offres suivant les critères du règlement de consultation pour la partie matériel roulant et, proposer la rédaction de la partie correspondante du rapport d'analyse des offres.
- Marché de fourniture :
 - Veille de la complétude de la prise en compte des demandes du maître d'ouvrage et, à la convenance des contrôles et des essais demandés pour garantir la conformité des prestations par rapport aux attentes du maître d'ouvrage et aux contraintes réglementaires.
 - Analyse et proposition de la validation des propositions de rapport d'analyse des offres faites par le maître d'œuvre.
 - Suivi en coordination avec le maître d'œuvre, et analyse des différentes étapes techniques, administratives et financières (cahier de fabrication, prototype, qualification, essais, série, jalons, livraison, essais, réception et mise en service, documentation, formation, garantie, etc.) en vue de proposer au Maître d'Ouvrage la validation de celles-ci.
 - Participation en coordination avec le responsable exploitabilité et sécurité du projet, le maître d'œuvre, l'EOQA et les services de l'état, à l'analyse des dossiers de sécurité en vue de proposer au maître d'Ouvrage la validation de ceux-ci.

Signé le 25 Octobre 2013
Reçu au Contrôle de légalité le 28 octobre 2013

● **Exploitant :**

- Assistance de l'exploitant avant et au cours du déploiement pour conduire les nouvelles organisations, la formation, et le volet social du projet engendrés par le nouveau matériel roulant.
- Recueil des avis de l'exploitant sur l'exploitation et la maintenance du matériel roulant.

● **Pilotage :**

- Pilotage et planification des tâches en tenant compte des contraintes des parties concernées.
- Assure de la qualité des services effectués.
- Organisation et conduite des visites, et des réunions.
- Compte-rendu au Directeur de la mission.

Profil : Niveau ingénieur. Connaissance de la réglementation des marchés publics. Maîtrise des techniques de maintenance et d'exploitation du métro. Expérience professionnelle confirmée des matériels roulants ferroviaires en conception, exploitation et maintenance.

Rémunération : la rémunération de cet emploi sera plafonnée par référence au dernier échelon du grade d'ingénieur en chef de classe normale et au régime indemnitaire y afférent.

9/ Chargé de mission exploitabilité et sécurité pour le projet de renouvellement des rames de métro, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux, et rattaché à la Direction de pôle mobilité et déplacements.

Description du poste : Sous l'autorité du directeur de la mission renouvellement des rames du métro :

● **Exploitabilité :**

Analyse et identification des besoins d'exploitation pour retranscription dans les différents AO, en particulier :

- en précisant les spécifications dans le cadre des choix fonctionnels arbitrés par l'AOT,
- en apportant les informations sur le système actuel afin de permettre la migration liée au projet,
- en identifiant les points clés pour garantir l'exploitabilité du Métro dans les différentes phases,
- en définissant les attentes en termes de performances, de sécurité, de fiabilité, de fournitures de documentation, de formation des exploitants...

En coordination avec la Direction Métro de la RTM :

- Garant du maintien de l'exploitabilité dans les différents phasages, et dans les évolutions successives des sous-systèmes organisées par le Maître d'œuvre.
- Participation à la rédaction des cahiers d'essais dans leur dimension fonctionnelle, participer aux essais et attester de la conformité fonctionnelle

● **Sécurité TG et ERP :**

- Rédaction des appels d'offres pour des assistances techniques et des expertises pour la définition et la rédaction des dossiers de sécurité (AMO, OQA, experts, contrôleur technique...).
- Participation à la rédaction des dossiers de sécurité TG et ERP
- Participation à la coordination des essais, des réceptions et des mises en exploitation en lien avec les autorisations administratives

● **Fonctionnel et générique :**

- Pilotage et planification des tâches en tenant compte des contraintes.
- Suivi de la qualité des services effectués.
- Conduite des visites et des réunions.
- Compte-rendu au Directeur de la mission.

Profil : Diplôme d'ingénieur et formation à l'exploitation du métro et à la réglementation de sécurité métro. Connaissance de l'évolution réglementaire et législative du domaine d'activité. Expérience professionnelle acquise dans des fonctions similaires.

Rémunération : la rémunération de cet emploi sera plafonnée par référence au dernier échelon du grade d'ingénieur en chef de classe normale et au régime indemnitaire y afférent.

10/ Chargé de mission Systèmes de supervision et de régulation du métro, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux, et rattaché à la Direction de pôle mobilité et déplacements.

Description du poste : Sous l'autorité du directeur de la mission renouvellement des rames du métro :

● **Marché Maîtrise d'Œuvre :**

- Rédaction du programme de l'opération et des missions du futur maître d'œuvre en respectant les choix fonctionnels arbitrés par MPM, pour que le maître d'œuvre assure la rédaction des dossiers de consultation des entreprises et réalise les différentes phases des marchés.
- Analyse des offres suivant les critères du règlement de consultation pour la partie systèmes de supervision et de régulation du métro et, proposer la rédaction de la partie correspondante du rapport d'analyse des offres.

● **Marché de fourniture :**

- Veille de la complétude de la prise en compte des demandes du maître d'ouvrage et, à la convenance des contrôles et des essais demandés pour garantir la conformité des prestations par rapport aux attentes du maître d'ouvrage et aux contraintes réglementaires.
- Analyse et proposition de la validation des propositions de rapport d'analyse des offres faites par le maître d'œuvre.
- Suivi, en coordination avec le maître d'œuvre, et analyse des différentes étapes techniques, administratives et financières (préparation de l'intégration des systèmes dans l'existant et en exploitation, plateforme de test, qualification, essais, jalons, livraison, réception et mise en service, documentation, formation, garantie, etc.) en vue de proposer au maître d'ouvrage la validation de celles-ci.
- Participation, en coordination avec le responsable exploitabilité et sécurité du projet, le maître d'œuvre, l'EOQA et les services de l'état, à l'analyse des dossiers de sécurité en vue de proposer au maître d'ouvrage la validation de ceux-ci.

● **Exploitant :**

- Assistance de l'exploitant avant et au cours du déploiement pour conduire les modifications d'organisation, la formation des opérateurs, rendues nécessaires par les nouveaux systèmes de supervision et de régulation du métro.
- Recueil des avis de l'exploitant sur l'exploitation et la maintenance de ces systèmes, les intégrer dans les dossiers de consultation des entreprises après validation du maître d'ouvrage.

● **Pilotage :**

- Pilotage et planification des tâches en tenant compte des contraintes des parties concernées.
- Contrôle de la qualité des services effectués.
- Organisation et conduite des visites, et des réunions.
- Compte rendu au Directeur de la mission.

Profil : Diplôme d'ingénieur spécialisé dans les domaines de l'informatique industrielle, de l'automatisme et de l'électronique. Connaissance de l'évolution réglementaire et législative du domaine d'activité. Maîtrise des modes d'exploitation du métro. Expérience professionnelle acquise dans des fonctions similaires.

Rémunération : la rémunération de cet emploi sera plafonnée par référence au dernier échelon du grade d'ingénieur en chef de classe normale et au régime indemnitaire y afférent.

11/ Chargé de mission Systèmes de pilotage, systèmes de contrôle trafic et traction du métro, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux, et rattaché à la Direction de pôle mobilité et déplacements.

Signé le 25 Octobre 2013
Reçu au Contrôle de légalité le 28 octobre 2013

Description du poste : Sous l'autorité du directeur de la mission renouvellement des rames du métro :

● **Marché maîtrise d'œuvre :**

- Rédaction du programme de l'opération et les missions du futur maître d'œuvre en respectant les choix fonctionnels arbitrés par MPM, pour que le maître d'œuvre assure la rédaction des dossiers de consultation des entreprises et réalise les différentes phases des marchés.
- Analyse des offres suivant les critères du règlement de consultation pour la partie systèmes de pilotage automatique type CBTC et contrôle trafic traction du métro et, proposer la rédaction de la partie correspondante du rapport d'analyse des offres.

● **Marché de fourniture :**

- Veille de la complétude de la prise en compte des demandes du maître d'ouvrage et, à la convenance des contrôles et des essais demandés pour garantir la conformité des prestations par rapport aux attentes du maître d'ouvrage et aux contraintes réglementaires.
- Analyse et proposition de la validation des propositions de rapport d'analyse des offres faites par le maître d'œuvre.
- Suivi, en coordination avec le maître d'œuvre, et analyser les différentes étapes techniques, administratives et financières (cahier de fabrication, prototype, qualification, essais, série, jalons, livraison, essais, réception et mise en service, documentation, formation, garantie, etc.) en vue de proposer au maître d'ouvrage la validation de celles-ci.
- Participation, en coordination avec le chargé de mission exploitabilité et sécurité du projet, le maître d'œuvre, l'EOQA et les services de l'état, à l'analyse des dossiers de sécurité en vue de proposer au maître d'ouvrage la validation de ceux-ci.

● **Exploitant :**

- Assistance de l'exploitant avant et au cours du déploiement pour conduire les modifications d'organisation, la formation des agents rendus nécessaires par les nouveaux systèmes de pilotage automatique type CBTC et contrôle trafic traction du métro.
- Recueil des avis de l'exploitant sur l'exploitation et la maintenance de ces systèmes pour les intégrer dans les dossiers de consultation des entreprises après validation par le maître d'ouvrage.
- Garantie de la prise en compte des volets sécuritaires liés à l'exploitation du système métro pour la partie circulation des trains et gestion de l'énergie de traction

● **Pilotage :**

- Pilotage et planification des tâches en tenant compte des contraintes des parties concernées.
- Contrôle de la qualité des services effectués.
- Organisation et conduite des visites, et des réunions.
- Compte rendu au Directeur de la mission.

Profil : Diplôme d'ingénieur spécialisé dans les domaines de l'informatique industrielle, de l'automatisme et de l'électronique. Connaissance de l'évolution réglementaire et législative du domaine d'activité. Maîtrise des modes d'exploitation du métro. Expérience professionnelle acquise dans des fonctions similaires.

Rémunération : la rémunération de cet emploi sera plafonnée par référence au dernier échelon du grade d'ingénieur en chef de classe normale et au régime indemnitaire y afférent.

12/ Chargé de mission juridique en communication, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux, et rattaché à la direction de la communication.

Description du poste : Sous l'autorité du Directeur de la Communication :

- Vérification de la conformité et de la validation des informations diffusées.
- Détermination du support et des modalités de diffusions adaptés.

Signé le 25 Octobre 2013
Reçu au Contrôle de légalité le 28 octobre 2013

- Validation de la liste des destinataires.
- Etablissement de la périodicité des diffusions d'informations.

Profil : Formation spécialisée en Communication (Bac). Maîtrise de la réglementation relative à la communication. Expérience professionnelle acquise dans des fonctions similaires.

Rémunération : la rémunération de cet emploi sera plafonnée par référence au dernier échelon du grade de rédacteur territorial et au régime indemnitaire y afférent.

13/ Agent de gestion administrative, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux, et rattaché à la direction du patrimoine et de la logistique.

Description du poste : Sous l'autorité du directeur du patrimoine :

- Saisie des données patrimoniales après validation du service, sur le logiciel ASTECH.
- Cohésion des données existantes dans le logiciel ASTECH.
- Réalisation de l'indentification, l'étiquetage du mobilier, affectés aux Directions basées aux Docks et report des informations dans le logiciel ASTECH.

Profil : Formation spécialisée en informatique. Connaissance des règles et procédures applicables à la gestion des dossiers patrimoniaux et fonciers. Bonne maîtrise de l'outil informatique. Expérience professionnelle acquise dans des fonctions similaires.

Rémunération : la rémunération de cet emploi sera plafonnée par référence au dernier échelon du grade d'adjoint administratif de 2^{ème} classe territorial et au régime indemnitaire y afférent.

14/ Chargé de mission, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux, et rattaché à la direction de pôle finances.

Description du poste : Sous l'autorité du chef de service dette et ingénierie finances :

- Suivi des appels d'offres : rédaction de charge et analyse des offres.
- Contrôle des contrats de dette et des échéanciers bancaires.
- Actualisation des données de la dette sur les plateformes interactives.
- Elaboration des procédures et des tableaux de bord favorisant la stratégie financière.
- Elaboration de la partie « dette et trésorerie » des budgets primitifs, décisions modificatives et comptes administratifs du budget principal et des budgets annexes de la communauté urbaine.
- Surveillance du suivi des crédits budgétaires et contrôle de leur consommation.
- Participation à la gestion prospective financière.
- Veille au respect des règles financières.

Profil : Formation spécialisée en finances ou gestion financières (Bac+4). Connaissance des règles de comptabilité publique. Expérience professionnelle acquise dans des fonctions similaires.

Rémunération : la rémunération de cet emploi sera plafonnée par référence au dernier échelon du grade d'attaché territorial et au régime indemnitaire y afférent.

Rémunération : la rémunération de cet emploi sera plafonnée par référence au dernier échelon du grade d'attaché territorial et au régime indemnitaire y afférent.

15/ Chef de projet, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux, et rattaché à la direction de pôle de l'aménagement urbain et du cadre de vie.

Description du poste : Sous l'autorité du chef de service stratégie foncière :

- Conception et lancement d'un observatoire des marchés fonciers.

Signé le 25 Octobre 2013
Reçu au Contrôle de légalité le 28 octobre 2013

- Exploitation des données foncières (statistiques et rapports) à l'intérieur des territoires de projets du SCOT (DIA, permis, DVF et autres données en cours d'acquisition).
- Suivi méthodologique de prospective foncière en matière d'habitat et d'économie, impliquant des déplacements sur le terrain.
- Participation à l'élaboration et au pilotage d'un outil de veille et d'orientation des politiques foncières publiques au sein des territoires de projet du SCOT, notamment le référentiel foncier des Espaces Economiques de la Vallée de l'Huveaune.
- Participation en phase pré-opérationnelle aux opérations d'aménagement pour les aspects fonciers : réalisation d'études typologiques avec analyse du tissu et des marchés fonciers.
- Participation au pilotage et à la mise en œuvre d'un partenariat avec l'EPF.

Profil : Formation spécialisée en action publique territorialisée. Expérience professionnelle acquise dans des fonctions similaires.

Rémunération : la rémunération de cet emploi sera plafonnée par référence au dernier échelon du grade d'attaché territorial et au régime indemnitaire y afférent.

16/ Chargé d'affaires Développement territorial, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux, et rattaché à la direction de pôle économique et attractivité du territoire.

Description du poste : Sous l'autorité du chef de service développement territorial :

- Participation à l'identification des espaces fonciers pertinents et à la valorisation d'une offre d'accueil pour les entreprises à relocaliser ou à implanter, dans le cadre de l'extension du périmètre d'Euroméditerranée.
- Suivi des dossiers visant à une meilleure desserte des zones d'activités économiques.
- Veille immobilière, foncière et territoriale sur des secteurs prioritaires.

Profil : Formation supérieure dans le domaine de l'aménagement, de l'urbanisme et/ou du développement local (Bac+5). Maîtrise des outils SIG et cartographiques. Expérience professionnelle acquise dans des fonctions similaires.

Rémunération : la rémunération de cet emploi sera plafonnée par référence au dernier échelon du grade d'attaché territorial et au régime indemnitaire y afférent.

Article 2 :

Le profil de poste Psychologue du travail (délibération FCT 5 février 2010 BC/DRH 07/408/BC), inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des psychologues territoriaux, et rattaché à la Direction du recrutement et de la mobilité est modifié au regard notamment des missions suivantes :

- Réalisation des entretiens de recrutement seule ou avec les représentants des directions concernées :
 - évaluation des compétences et du profil des candidats et de leur adéquation au poste,
 - conduite et interprétation des tests psychotechniques et/ou de profil professionnel.
- Rédaction des synthèses et comptes-rendus d'entretiens.
- Gestion des entretiens et suivi des agents en situation de reclassement présentant des problématiques psychologiques ou personnelles particulières, en relation avec la division mobilité et reclassement.
- Gestion des entretiens post-traumatiques dans le cadre des procédures d'agressions :
 - mise en place des techniques et des outils adaptés à la résorption des traumatismes,
 - suivi et entretien des relations avec les directions et les services concernés d'affectation des agents.

Profil : Formation de psychologue du travail. Expérience préalable significative dans le domaine du recrutement, de l'emploi et de la formation. Expérience professionnelle acquise dans des fonctions similaires.

Signé le 25 Octobre 2013
Reçu au Contrôle de légalité le 28 octobre 2013

Rémunération : la rémunération de cet emploi sera plafonnée par référence au dernier échelon du grade de psychologue territorial et au régime indemnitaire y afférent.

Article 3 :

Si ces emplois ne pouvaient être pourvus par des candidats titulaires de la Fonction Publique, ils pourraient être occupés par des agents contractuels disposant de l'expérience professionnelle ou de la formation nécessaire pour les occuper.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2013 de la Communauté Urbaine : Sous-Politique A510, Chapitre 012, Fonction 020, Nature 64111 ou par défaut, 64131

Pour Visa,
Le Vice-Président Délégué aux Ressources Humaines,
Moyens Généraux, Juridique

Pour Présentation,
Le Président Délégué de la Commission
Fonctionnement de la Communauté urbaine

Bernard MOREL

Vincent COULOMB

Certifié Conforme,
Le Président de la Communauté Urbaine
Marseille Provence Métropole

Eugène CASELLI